

3  
L E N Œ U D  
G O R D I E N

Cou

FRC

5793

S U R

LES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

EN FRANCE.

---

1789.

MLW 10594

THE NEWBERRY LIBRARY

CHICAGO

CHICAGO



# LE NŒUD-GORDIEN

S U R

## LES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

---

QUEL étonnant spectacle que celui que la France vient de donner à l'Europe entière ! Déjà les Savans , les Officiers de Justice & des Municipalités , tous les Habitans du Royaume avoient été invités à communiquer leurs vœux , leurs recherches , les titres particuliers renfermés dans les Greffes des Villes & des Provinces , relativement à la forme de convocation des Etats-Généraux : déjà un autre Arrêt du Conseil avoit rassemblé autour du Monarque certains notables Personnages pris d'entre ses Sujets , pour leur confier la glorieuse tâche de hâter une décision sur cette importante matière. Cette seconde démarche de la part du Souverain achève de diriger , d'entraîner tous les esprits , toutes les pensées vers le même objet de recherches. Aussi-tôt

A

une noble émulation, une effervescence générale éclate de toutes parts : les bons Citoyens proposent leurs vues patriotiques, les Erudits présentent le fruit de leurs veilles, les têtes à combinaisons produisent leurs plans de règlement, les Peuples réclament leurs droits imprescriptibles, les Orateurs essayent d'embellir un si beau sujet des charmes de l'Eloquence, les Notables enfin donnent leur avis ; & du sein de cette affluence d'idées, de cette nuée immense d'Ecrits, de Délibérations, de discussions en tout genre, s'élèvent deux opinions prédominantes qui semblent partager tous les esprits.

Les uns veulent que les trois Ordres aient chacun le même nombre de Représentans ; les autres pensent que le Tiers-Etat doit avoir autant de Députés que les deux premiers Ordres réunis (1) ; & tandis que les clameurs publiques accusent de partialité les partisans de la première opinion, la plupart des Privilégiés déclarent authentiquement

---

(1) Cet avis a été celui du Bureau de MONSIEUR, les cinq autres ont été pour la première opinion.



qu'ils sont prêts à faire le généreux sacrifice de leurs exemptions en fait d'Impôt. Cependant, cette patriotique & prudente résolution, le plus bel effet qui pût résulter du choc des opinions, & le plus grand que se fussent promis les partisans du second système, de quelles suites a-t-elle été accompagnée?

Les Pétitions en faveur du Tiers se sont multipliées de plus en plus : toutes ont répété les mêmes demandes ; mais aucune n'a encore entrepris d'examiner ni la renonciation généreuse par laquelle vient de se signaler la Noblesse Française, ni même les moyens proposés d'abord pour établir l'équilibre entre les Privilégiés & le Tiers-Etat ! Comment expliquer une telle négligence, si elle n'étoit une suite naturelle & comme machinale, de la confiance des Communes en la justice de leur cause, en la loyauté de la Noblesse Française, en la sagesse du Monarque ; si elle n'étoit une preuve palpable que les non-Nobles, accoutumés à l'influence de leurs Evêques, de leurs Seigneurs, & à jouir de leur protection, soit dans les Tribunaux de Justice, soit dans les

Bureaux des Ministres , à la Capitale ou dans les Provinces, n'ont conçu ni pu concevoir la folle pensée d'établir un véritable équilibre entre le troisième Ordre & les deux premiers? Et certes, quelle apparence d'équilibre pourroit-on concevoir entre deux Corps égaux , à la vérité, en volume , mais si différens par l'intensité de leur masse, entre des Protecteurs & des Protégés; entre le crédit, la puissance, les richesses, les places, les dignités, tous les moyens de prééminence, d'une part; & de l'autre, l'infériorité en pouvoir, en crédit, en richesses, la dépendance presque toujours inévitable, quoique plus ou moins éloignée (1)! Non, les demandes du

---

(1) On sait que les Assemblées Provinciales, formées sur ce prétendu principe d'égalité, ont refusé de consentir à l'Impôt territorial, quoiqu'il soit bien constant que le Tiers-Etat étoit intéressé à cette adoption; tant il est vrai que l'égalité de nombre n'entraîne point avec elle l'égalité de crédit, d'influence, de liberté, d'indépendance, de considération, de force enfin! Il y a plus:

Avant que l'Archevêque de Sens eût fait rendre à la Provence ses anciens Etats, cette Province avoit pour son administration des Assemblées annuelles, où les Privilégiés se trouvoient en nombre de beaucoup inférieur aux Députés du Tiers, & où leur prépondérance étoit néanmoins toujours décisive. Loin de nous donc à jamais toute idée d'équilibre entre des unités simples & des unités de mille, de million, &c.!

Tiers n'étoient & ne sont que de simples réclamations : & heureuse est l'erreur qui a fait employer à leurs Défenseurs le mot impropre d'équilibre, si cette prétention apparente a pu contribuer à la renonciation des Privilégiés ! Mais à présent que cette renonciation généreuse est connue assez authentiquement pour que le poids de l'opinion publique ne permette plus de craindre qu'elle soit un jour révoquée, quel prétexte pourroit-il rester encore pour parler d'équilibre entre un Ordre & les autres, ou plutôt entre les membres d'une seule & même famille ?

O vous, zélés Défenseurs du Tiers, & vous tous, Membres utiles de la Nation, qui ne figurez ni parmi les Ecclésiastiques, ni parmi les Nobles, recueillez avec sagesse les heureux fruits d'un premier choc entre deux partis de force essentiellement inégale, & empêchez, s'il se peut, empêchez qu'on n'en vienne au conflit régulier que vous aviez vous-mêmes provoqué, & dont l'issue, telle qu'elle pût être, ne sauroit rien ajouter à vos premiers succès !

Et vous, Noblesse Françoisaise, vous aussi premiers Pasteurs de l'Eglise Galli-



ne, souvenez-vous que l'engagement que vous venez de prendre est tout-à-la-fois une affaire d'honneur & d'équité naturelle, une obligation vraiment indispensable de votre part, & songez que si les premières idées d'égalité proposées par le Tiers-Etat se sont trouvées chimériques, une lutte réelle entre vous & lui pourroit lui révéler le secret de ses forces effectives, & lui apprendre à vous opposer, non plus un homme à un homme, mais 23 individus à un seul individu!.....

Et vous, ô Prince Citoyen, qui avez reçu en partage l'auguste pouvoir de faire le bonheur de vingt-quatre millions d'hommes, jusques dans les générations les plus reculées, contemplez avec joie les premiers effets de votre prudente circonspection, de votre sage lenteur dans la recherche de la meilleure maniere de convoquer les Etats-Généraux, & préparez en silence tout le bien qu'il vous reste à faire pour remplir votre sublime destinée ! Glorieux de régner sur un Peuple célèbre dans les Annales de l'Univers par son amour constant pour ses Souverains, vous avez compris que ce précieux lien



d'union entre le Chef & les Membres de l'Empire François, avoit sa source dans son antique Constitution ; & vous avez eu le courage magnanime de reprendre l'ancienne méthode de communiquer , par le moyen des Assemblées Nationales , avec tous ceux de votre obéissance. Né avec un amour inaltérable de l'ordre & de l'équité, bon pere, époux vertueux , vivement touché des événemens propres ou fâcheux qui ont signalé jusqu'ici votre règne , & prêt à vous dévouer pour le bonheur de votre Peuple, pour la gloire du nom François ; quel autre Monarque, depuis la première tenue des Etats-Généraux, fut plus propre que vous à perfectionner cette base fondamentale d'un Gouvernement monarchique ; que vous qui , dès le commencement de votre règne , aviez déjà achevé d'abolir la servitude dans vos Etats, & préparé ainsi la voie à une Assemblée véritablement nationale ?

Il nous paroît donc , par les raisons qu'on vient de voir, que le nombre des Députés aux Etats-Généraux ne doit être réglé d'après aucune des deux opinions qui ont prévalu , soit dans les

Bureaux des Notables , soit dans les réclamations tant des Nobles (1) que du Tiers-Etat.

Sur quel principe ce nombre sera-t-il donc fixé ? Comment oser déterminer ce qui ne l'a été jusqu'ici par aucune autorité , ce qui a varié d'une Assemblée Nationale à la suivante , ce qui semble ne pouvoir être réglé que par la Nation assemblée ? COMMENT DÉNOUER CE NŒUD-GORDIEN ? Sera-ce en restreignant , par une décision arbitraire , le nombre des Députés du Tiers , & en s'élevant en même temps contre tous les actes de pouvoir arbi-

(1) Dans le Mémoire des Princes , pièce qui ne peut être envisagée que comme une surprise faite à leur religion , comme une signature arrachée par importunité à leur caractère obligeant , non par les Gentilshommes , Citoyens François , qui ont l'honneur de les approcher , mais par quelques vieilles têtes féodales mêlées parmi eux : aussi nous a-t-on assuré que Monseigneur Comte d'Artois s'étoit déjà empressé de se rétracter , & que les autres Princes devoient , au premier jour , publier une Rétractation solennelle , accompagnée , en expiation de leur complaisance , d'une renonciation à leurs Droits de Péage , de Pêche ; & alors on pourra s'écrier : ô heureuse faute , qui as fait répandre sur la Nation des bienfaits aussi signalés ! Puissent désormais toutes les fautes des Grands , des hommes en place , te ressembler & être réparées d'une manière aussi honorable à leur mémoire !

traire ? Loin de nous une telle contradiction ; elle ne pourroit être que l'effet ou de l'esprit de corps , ou de l'intérêt personnel , ou d'une partialité coupable : & le moment est venu , où la force de la raison , l'équité des principes , peuvent seules concilier les suffrages d'un Peuple éclairé.

Il est reconnu d'abord que tous les Membres de la Nation ont naturellement droit d'être Membres des Assemblées Nationales , & que cependant le bien public & particulier exigent que tous ne jouissent pas à-la-fois de l'exercice de ce droit.

De ces premiers principes découle une maxime bien intéressante : c'est que le droit en question ne peut être restreint que suivant des règles puisées ou dans le droit naturel , ou dans la nature même des choses , conformément à l'esprit des anciennes Institutions de la Monarchie.

Suivant le droit naturel , le nombre des Députés devoit être réduit , pour tous les Sujets de Sa Majesté , dans une seule & même proportion , de manière qu'on en prendroit , par exemple , un sur cinq mille dans chaque District



de Bailliage, ou tel autre arrondissement jugé convenable. Pour faire observer cette règle avec équité dans tout le Royaume, il faudroit commencer par un dénombrement exact de tous les chefs de feu, & les classer ensuite dans les Districts, en observant de prendre dans le premier District, l'excédant des cinq mille feux ou des quantités multiples de 5, comme 25, 35, 50, &c. pour placer cet excédant dans le District deuxième; prendre après l'excédant de ce District, afin de le rejeter sur un autre, & ainsi de suite jusqu'au dernier District.

On sent assez combien cette règle, mêlée d'ailleurs d'une teinte d'arbitraire, est loin de pouvoir s'allier avec les idées communes. Tâchons d'en puiser une plus exacte & plus praticable, dans la nature des choses & dans l'esprit des Institutions nationales.

En examinant les Lettres de convocation & les Monumens historiques relatifs à cette matière, on reconnoît d'abord que l'objet de la tenue des • Etats - Généraux est de rassembler les Représentans de la Nation, pour entendre, par leur canal, les doléances



& remontrances de tous les Sujets de Sa Majesté , ainsi que pour faire consentir , tant les nouvelles Loix devenues utiles , que les subsides nécessaires au maintien de l'ordre social.

A ce premier aspect , je juge sans peine que des Marins seroient , par exemple , très-peu propres à venir présenter des doléances ou consentir des loix relatives à l'agriculture , ou réciproquement ; je juge encore que des Négocians devront être plus à même d'apprécier , d'appuyer , de donner de bonnes vues sur le commerce , que de simples Militaires ou que des Ecclésiastiques.

Cette vue générale fait naître dans mon esprit une difficulté du ressort de l'Histoire ; & je me demande s'il seroit possible qu'on eût ignoré , lors de la tenue des anciens Etats-Généraux , un principe aussi évident & aussi fondamental. Aussi-tôt un nouveau coup-d'œil sur les Procès-verbaux qui nous restent , me montre que ce principe a été connu , & suivi du-moins de loin en loin : car je vois (1) , d'une part ,

---

(1) Années 1560, 1576.

des Marchands Drapiers, des Libraires, divers Arts & Métiers, présenter leurs Remontrances ; & , d'autre part , des Cahiers de doléances rédigés par des Commissaires choisis , tant dans les Arts & Métiers , que dans les Cours souveraines & dans les autres Tribunaux. J'apperçois encore que , depuis Henri second , les Cours Souveraines ont eu des Membres à toutes les Assemblées de Notables qui ont eu lieu jusqu'à présent : & reportant enfin mes regards sur la première tenue d'Etats-Généraux proprement dits (1), je découvre qu'à cette époque de notre Monarchie , le Peuple François étoit divisé en Ecclésiastiques , en Militaires fieffés & en Membres des Communes , le reste des prétendus Francs étant alors plongé dans la servitude. Par où je vois

---

(1) On sait que les Assemblées générales de la Nation sous les Rois de la première Race & au commencement de la seconde , ont été connues sous d'autres noms. Celui d'*Etats Généraux* ne pouvoit , dans ces temps reculés , être usité : car il n'y avoit alors qu'un Monarque & des Sujets , dont le premier , Frère du Roi , étoit appelé MONSIEUR , comme qui diroit le Monsieur par excellence , le premier Monsieur du Royaume : les bénéfices militaires n'étoient pas encore alors devenus héréditaires , & la Noblesse héréditaire n'existoit pas encore.

que Philippe-le-Bel, convoquant autour de lui des Députés, & des bonnes Villes, & des Militaires fieffés, & des Ecclésiastiques, tint véritablement une Assemblée des Députés des *États - Généraux* de son Royaume, c'est-à-dire, des *trois États* qui étoient alors réputés former à eux seuls la Nation.

De-là je déduis par analogie une conséquence pratique qui résulteroit déjà de mes premiers raisonnemens : c'est que la prochaine Assemblée des États ne sera véritablement nationale, & qualifiée avec raison du titre d'*États-Généraux*, qu'en tant qu'elle sera composée des Députés de chaque *État - Général* existant aujourd'hui dans le Royaume.

Je me rappelle alors que les Députés ont toujours été élus par District de Bailliage ou Sénéchaussée ; & j'ai la solution du problème en entier : LES ÉTATS - GÉNÉRAUX NE FORMERONT UNE ASSEMBLÉE NATIONALE ET LÉGALE, QU'AUTANT QU'ILS SERONT COMPOSÉS DES DÉPUTÉS DE CHAQUE ÉTAT-GÉNÉRAL, ENVOYÉS PAR LES DISTRICTS DE BAILLIAGE ET SÉNÉCHAUSSEE, SAUF LE DROIT ÉVIDENT A DEUX OU PLUSIEURS ÉTATS D'UN DISTRICT, DE



N'AVOIR QU'UN SEUL ET MÊME DÉ-  
PUTÉ.

Telle est notre manière de dénouer le Nœud-Gordien sur la composition des Etats-Généraux. Nous la croyons légale & régulière ; parce qu'elle ne s'appuie sur aucune idée arbitraire ; parce qu'elle est entièrement puisée dans la nature des choses & dans les Institutions de la Monarchie, dont elle rappelle & ranime seulement l'admirable Constitution. Pour la développer de plus en plus, il nous paroît indispensable d'entrer dans le détail des divers états ou professions générales dont les Représentans doivent former les Assemblées générales de la Nation. Puisse cet examen particulier donner à conclure que nous avons eu moins la gloire de découvrir la solution d'un problème, que de faire remarquer seulement où elle se trouvoit ! Et puissions-nous aussi mériter les suffrages de ces Lecteurs patriotes & humains, à qui les vérités bienfaisantes sont toujours sûres de plaire, quoique peu divulguées, parce qu'elles sont déjà dans leur cœur !

En considérant l'ensemble des Dif-



tricts de Bailliage & Sénéchaussée, il est facile de prévoir que toutes les doléances & remontrances se réduiront à quelques chefs principaux, déterminés par la nature des choses, c'est à-dire, par la diversité des matières formant le sujet des doléances. Tous les Districts auront contribué, chacun selon l'exigence des cas, à la formation des Cahiers généraux; & les doléances de chaque Etat-Général s'y trouveront chacune frappées à un coin particulier, dont il est essentiel de donner une idée par l'indication au-moins de quelques articles tranchans & caractéristiques.

Ainsi le *Cahier du Clergé* contiendra les doléances & remontrances relatives à l'Etat ecclésiastique, aux Facultés de Théologie, aux Séminaires, au Service divin, à la Religion, &c.

*Celui du Militaire* contiendra les doléances & remontrances relatives à la constitution & discipline militaires, aux Nobles, destinés par leur naissance à cet état, &c.

*Celui de la Marine*; celles qui concernent la Marine tant royale que marchande, les Ingénieurs, les Classes, les Constructeurs, &c.

*Celui de la Justice* ; celles qui concernent les Tribunaux, les Facultés de Droit, les Juges, les Avocats, les Procureurs, & l'administration de la Justice tant en général qu'en particulier, &c.

*Celui de la Magistrature municipale* ; celles qui regardent la Police, les secours destinés aux pauvres avec leur forme d'administration ; la répartition & la levée des deniers publics, ainsi que leur administration relativement aux ressources du pays, aux dépenses ou entreprises nécessaires, au nombre des Officiers à ce employés, &c.

*Celui des Agriculteurs Propriétaires* indiquera les défrichemens à faire, les marais ou étangs à dessécher, les nouvelles cultures à introduire, celles à encourager, à perfectionner, & les moyens à ce les plus propres, les nouvelles routes à percer, les canaux à ouvrir, les principales productions & qualités des terres du District, la quantité des bêtes à laine, le nombre & l'espèce des bêtes de somme, les Ecoles-Pratiques d'Agriculture à établir dans chacun des grands bassins qui forment la division physique du sol du Royaume, &c.

*Celui des Négocians & des Manufacturiers*

*zuriers* indiquera les Fabriques à établir , celles à abandonner ou à perfectionner ; les moyens de détruire toutes les entraves du Commerce intérieur , de conserver les anciens débouchés ou d'en ouvrir de nouveaux , soit pour l'exportation ou pour l'importation tant des productions territoriales que des produits de l'Industrie ; le débit des marchandises nationales & des marchandises étrangères , avec les moyens de faire préférer celles-ci à celles-là , & les vues de perfectionnement relatives à la Banque , au Change , au Courtage , aux Monnoies , aux Effets commercables , &c.

*Celui des Marchands en détail* , les moyens de raffermir le règne de la bonne foi , l'histoire & les causes présumées du dépérissement dans leurs magasins de telles & telles marchandises , leurs idées relativement aux poids & mesures , au sort des Commis , Garçons , Ouvriers , &c.

*Celui des Arts mécaniques* , les moyens de perfectionner les Arts & Métiers , & de modifier les droits de Maîtrise de manière à assurer du secours aux Artisans laborieux qui se trouvent plon-



gés fortuitement dans l'indigence , &c.

*Celui des Laboureurs* ou Cultivateurs en sous-ordre , les principaux vices de la routine des Fermiers, des Vignerons, des Jardiniers & de tous Cultivateurs en sous-ordre , les inconvéniens de la courte durée des baux, de la trop grande dépendance des Fermiers , de la forme actuelle tant des charrettes que des instrumens de labourage , &c.

*Celui des Journaliers* , les règles à suivre pour la fixation des salaires , les ressources charitables & les Maisons de travail à établir , soit dans les Manufactures particulières, soit dans des Ateliers publics , dont les travaux seroient réservés avec soin pour les saisons les plus difficiles, &c.

*Celui des Officiers de Santé* , les doléances & les moyens de perfectionnement relatifs aux eaux & à l'air de l'endroit , aux Médecins , Chirurgiens , Apothicaires , Sages-Femmes , Maréchaux-Ferrans , Vétérinaires , Bouchers , Chaircutiers , Traiteurs , Pâtisiers , Aubergistes , Droguistes , Limonadiers , Marchands de Vin , de Cidre , de Bière , & toutes les vues relatives à la santé de l'homme & à celle des animaux , &c.



*Celui des Lettrés & des Artistes* contiendra les doléances relatives à la police de la Librairie, aux progrès des Sciences & des Beaux-Arts, les plans de Législation en général, & les plans particuliers des Législations civile, criminelle, financière - économique, commerciale, politique, militaire; les plans d'Education nationale, d'Académies nationales, &c. &c. &c.

On voit par ce détail que les différens états dont la réunion constitue aujourd'hui l'ordre-social, se réduisent à treize classes générales, sous chacune desquelles viennent se ranger d'elles-mêmes les diverses espèces analogues, sauf à placer en tête & hors de rang la liste des Princes-du-Sang.

Quelle différence entre cette énumération complète des grandes masses qui forment, qui constituent essentiellement la Nation telle qu'elle est, & la vague sous-division des soi-disant trois Ordres, sous-division dont l'insuffisance avoit déjà fait consacrer dans quelques Provinces, comme maxime de bien public, une injustice manifeste, je veux dire la résolution d'exclure du nombre des Eligibles & des Electeurs, tous les

Fermiers des Privilégiés & tous les Anoblis !

Tâchons maintenant de répondre aux difficultés qu'on peut nous opposer. On nous objectera peut-être le grand nombre de Députés qui résulteroit de la juste classification des Citoyens François en diverses classes déterminées par leur état actuel.

Nous n'insisterons pas sur ce qu'on peut appeler *grand nombre de Députés* : il est trop palpable qu'une Nation de 24 millions d'ames ne peut être représentée que par un grand nombre de Députés. L'opinion publique semble annoncer que ce nombre ne doit pas être au-dessus de 1200 (1), & nous pensons qu'il pourroit, sans inconvénient, se monter plus haut, jusqu'à la concurrence même d'environ 2000. Nous en donnerons la raison dans notre Nœud Gordien sur la tenue des Etats-

---

(1) *Note de l'Editeur.* Faut-il avertir que cet Ecrit a été composé avant la publication du Résultat du Conseil d'Etat, relativement aux Etats-Généraux ? Si l'Administration n'en fait pas usage pour la première Assemblée nationale, nous osons espérer qu'il pourra être de quelque utilité pour la composition & convocation des Assemblées suivantes.

Généraux. Passons à la solution de la difficulté qui nous occupe.

Si les Districts de Bailliages & des autres Tribunaux ressortans nuement aux Cours Souveraines, avoient chacun à-peu-près la même population; le nombre de ces Districts combiné avec le nombre des Etats-Généraux dans chaque District, détermineroit de lui-même la totalité des Membres de la prochaine Assemblée nationale. Pour suppléer à cette égalité de population, il suffira de réunir en un seul District de députation les Districts circonvoisins, dont chacun a un trop petit nombre d'Habitans; au moyen de quoi l'universalité des Députés se trouvera pareillement déterminée, sans qu'il s'introduise rien d'arbitraire dans ces diverses opérations: ce qui étoit la condition essentielle pour dénouer le nœud-gordien de la composition des Etats Généraux. En toute rigueur on pourroit laisser à chaque District actuel le soin de choisir ses Députés à raison d'un par Etat, ainsi qu'il a été dit, parce qu'il est facile de combiner les dispositions ou articles d'un Règlement à ce sujet, de façon à prévenir les abus; & c'est



un des points-de-vue que nous nous efforcerons de remplir en rédigeant notre projet de règlement sur cette matière.

Que si l'Administration a déjà pris un parti sur le nombre des Députés qui doivent composer la prochaine Assemblée nationale, en donnant à un Calculateur, d'une part ce nombre, & de l'autre la sous-division du Royaume en ses divers Tribunaux de Justice, un léger travail de quelques quarts-d'heures suffira pour résoudre ce problème; & comme il est probable que le nombre fixé par l'Administration seroit de 10 à 15 cents personnes, il s'ensuit que cette solution auroit l'avantage de ne point s'écarter foncièrement de la grande règle puisée dans la constitution de la Monarchie Française.

En vain nous opposeroit-on encore les objections de la Noblesse; elles ne sont point à craindre, puisque la Noblesse Française, loin d'être étrangère aux divers États, généraux aujourd'hui dans le Royaume, fait l'ornement de la plupart d'entr'eux. Elle a plus à gagner qu'à perdre, en admettant leur classification déterminée, comme on l'a



vu , par la nature des choses. Pourroit-elle d'ailleurs la rejeter sans faire naître des soupçons sur la sincérité de sa renonciation aux privilèges pécuniaires ? Elle est trop éclairée , trop loyale , pour donner aucunement lieu à un soupçon si injurieux.

Je fais qu'elle renferme dans son sein quelques Gentilshommes imbus des anciennes idées de domination féodale & oppressive, qui ne craindroient peut-être pas de compromettre l'honneur de leurs arbres généalogiques, s'ils n'étoient retenus par de plus puissantes considérations. — Mais qu'ils observent donc que cette constitution nationale, renée de ses propres cendres, fixera à jamais l'ordre hiérarchique des rangs, dignités , charges & emplois , établi actuellement , & d'après lequel ils se trouvent le mieux partagés ; tandis qu'une opposition imprudente de leur part amèneroit tôt ou tard un nouvel ordre des choses , où ils ne pourroient que perdre infiniment ! Qu'ils considèrent donc les avantages inappréciables de cette constitution , pour procurer à tous les états actuellement nécessaires au maintien de l'édifice national , la

douce espérance de faire défendre à la prochaine Assemblée générale leurs intérêts respectifs , par des Députés de leur choix ; pour préserver à cet égard d'une exclusion flétrissante & souverainement injuste , les états les moins fortunés , & par conséquent les plus dignes des regards paternels , des soins politiques d'un Gouvernement sage ; pour ranimer dans l'esprit de leurs Concitoyens l'amour du travail , le goût des bonnes mœurs , le desir de l'estime publique , & inspirer à tous les François le besoin de se disputer les uns aux autres , non plus en égoïsme , en luxe ou en frivolités ; mais bien en loyauté , en franchise , bonne foi , équité généreuse , bienfaisance patriotique , lumières & connoissances utiles ! Ah ! s'ils étoient insensibles à ces puissans motifs d'équité naturelle , d'intérêt national , qu'ils nous disent donc de quel nom il faudra les appeler , & à quel titre nous devons croire à leur noblesse , c'est-à-dire , à l'élévation de leurs sentimens , à la noblesse de leurs pensées , au désintéressement & au patriotisme de leur conduite ? Car où est le vrai François qui seroit insensible à la gloire d'appar-

tenir à une Nation dont tous les Membres , pressés du précieux besoin de l'estime publique, soupireront désormais après l'honneur d'être députés, ou de participer du moins à l'élection des Députés de leurs Districts à ces Assemblées générales périodiques , où *les nuances des conditions diverses , quelque élevées qu'elles puissent être , viennent toutes se fondre*, ainsi que l'a dit énergiquement un illustre Prélat, *dans celle qui doit les dominer toutes , dans le caractère , j'ose dire presque sacré, de Représentans de la Nation* (1) ?

Dans la vue de développer de plus en plus notre théorie, & de faire entrevoir une manière de la mettre en pratique, nous allons joindre ici un projet de Lettre de convocation, avec l'idée d'un Règlement provisoire sur ce sujet.

---

(1) Réponse de M. l'Archevêque de Narbonne aux Commissaires du Roi aux Etats de Languedoc en 1786.



## P R O J E T

*D'UNE Lettre de convocation des  
Etats-Généraux.*

D E P A R \* \* \*

**N**OTRE amé & féal, une funeste expérience nous ayant malheureusement appris combien, malgré la pureté de nos intentions & notre affection paternelle pour nos fidèles Sujets, il nous étoit difficile, à travers les prestiges qui environnent le Trône, de démêler toujours la vérité de l'erreur, & de connoître au juste les vrais besoins de notre bon Peuple, nous nous sommes déterminés à reprendre l'ancienne méthode de communiquer, par le moyen des Etats - Généraux, avec tous ceux de notre obéissance, & d'ouir, selon les bonnes, anciennes & louables coutumes de ce Royaume, tant leurs plaintes, doléances & remontrances, que ce qui leur semblera tourner au bien public, soulagement & repos d'un chacun.

En conséquence de cette résolution inébranlable, nous aurions rendu en Juillet dernier un Arrêt de notre Con-

seil, pour inviter les Savans & tous les Habitans de notre Royaume, à nous communiquer leurs vœux, leurs recherches, & les titres particuliers renfermés dans les Greffes des Villes & des Provinces, relativement à la forme de convocation des Etats-Généraux; & dans la vue d'accélérer une décision sur cette importante matière, nous aurions voulu, en outre, consulter nommément certains notables Personnages, que nous aurions assemblés, pour cet effet, autour de nous.

Les Monumens historiques, les Avis de l'Assemblée des Notables, les Mémoires que le patriotisme éclairé de plusieurs de nos autres Sujets leur a inspiré de faire parvenir à notre connoissance, & les Requêtes qui nous ont été présentées ou adressées par les Membres de plusieurs professions, dont la réunion forme une partie de l'édifice de l'état social, ont fixé & dû principalement fixer notre attention sur trois articles fondamentaux; savoir :

Que les Etats-Généraux ont toujours été pour les Peuples une occasion de faire entendre leurs plaintes & doléances, ainsi que leurs moyens de remédier aux besoins de l'Etat.

Que les Députés ont toujours été élus librement par Districts de Bailliage & Sénéchaussée, & que les Lettres de convocation ont toujours porté injonction aux Baillis & Sénéchaux ou à leurs Lieutenans, de faire assembler tous ceux des trois Ordres de leurs Districts respectifs.

En reconnoissant les avantages de la forme d'élection des Députés par District de Bailliage & Sénéchaussée, nous nous sommes empressés de l'adopter exclusivement à toute autre, & de la rendre commune aux diverses Provinces qui ont été réunies à l'Empire depuis la tenue des derniers Etats-Généraux.

Quant au premier article, la multitude de difficultés & de longueurs que la rédaction des Cahiers de plaintes & remontrances a si souvent occasionnées, ainsi qu'il conste par les anciens Procès-verbaux, nous a fait craindre, avec raison, que ce travail ne consumât, à l'époque actuelle, un beaucoup plus long espace de temps, & n'entraînât dans de plus grands embarras, vu l'avantage qu'ont la plupart de nos Sujets de pouvoir dresser, chacun en particulier,



leurs doléances , leurs Mémoires , sur tels objets d'utilité publique qu'ils jugeront à-propos. Ces considérations nous ont portés , non à restreindre cette précieuse prérogative de la part de nos loyaux & fidèles Sujets , dont la voix filiale ne sauroit trop se faire entendre & nous parvenir trop directement , mais à prévenir la confusion , & à établir , pour la rédaction desdits Cahiers , un ordre précis , qui facilite même le développement des idées , & tende à former de leur réunion un ensemble lumineux , dont les parties diverses , relatives aux diverses professions de la société civile , fourniront toutes les données nécessaires pour le perfectionnement de l'Administration intérieure & du Code national.

Cet ordre essentiel à établir , nous en avons trouvé l'origine & l'esprit dans les anciens Procès - verbaux , notamment dans ceux des États de 1560 & 1676 , où l'on voit ici les Marchands Drapiers , les Libraires & Imprimeurs , les corps des Métiers présenter leurs Remontrances ; & dans un autre endroit , les Cahiers de doléances rédigés par des Commissaires choisis , tant dans les Corps & Métiers , que dans les Cours

souveraines & dans les autres Tribunaux. Or, comme les diverses Professions, dont le travail fournit à tous les besoins publics & individuels, sont aujourd'hui beaucoup plus multipliées & plus distinctes qu'elles ne l'étoient dans ces temps reculés, l'analogie & l'esprit d'ordre nous ont conduits à ranger les Cahiers de doléances, soit des grandes Villes ou des Districts, en plusieurs classes générales déterminées par le genre des états & professions qui constituent l'ordre social existant, sauf les sous-divisions particulières à chacune de ces classes ou genres de professions & états (1).

L'injonction portée par toutes les Lettres de convocation aux Baillis & Sénéchaux de faire assembler tous ceux des trois Ordres de leurs Districts respectifs, étoit, de la part des Rois nos prédécesseurs, une suite indispensable de ce grand principe d'équité naturelle, savoir que, pour former une Assemblée Nationale, il étoit nécessaire que tous les Membres de la Nation participassent à l'élection des Députés à cette Assem-

---

(1) Ainsi le Cahier du Clergé, &c. page 13, &c.

blée ; puisqu'autrement ceux qui n'y auroient point participé, n'y auroient eu dès-lors aucun Représentant, aucun fondé de leurs pouvoirs : d'où il suivroit que l'Assemblée n'auroit pu ni entendre leurs doléances, ni rien statuer en leur nom & à leur charge ; double inconvénient qu'il étoit de la sagesse des Rois nos prédécesseurs de prévenir par leurs Lettres de convocation.

Cependant il est arrivé que les Baillis & Sénéchaux se sont insensiblement écartés de cette grande règle, à mesure qu'on s'est trouvé à une époque plus éloignée des premiers Etats-Généraux ; temps auquel elle fut à-peu-près suivie à l'égard, du - moins, des deux premiers Ordres.

En effet, depuis que les Ducs & Comtes, vers la fin de la seconde Race, avoient rendu héréditaires les biens de l'Etat, qui, sous le titre de Bénéfices militaires, ne leur avoient d'abord été confiés qu'à vie & à la charge du service militaire, le Peuple François s'étoit trouvé divisé en Ecclésiastiques, en Militaires ou Fiefés, & en Serfs ; & comme, conformément à la primitive Eglise, les Ecclésiastiques n'étoient éle-



vés au Sacerdoce qu'à mesure qu'ils étoient mis en possession d'un titre ou bénéfice quelconque, il arriva que les Possesseurs de fiefs ou Nobles, & les Ecclésiastiques bénéficiers formèrent entièrement & complètement, lors des premiers Etats - Généraux, l'état du Clergé & celui de la Noblesse; & de-là les ordres de comparoître signifiés alors, de la part des Baillis, aux fiefs & aux bénéfices; méthode qui, suivie par la suite littéralement & sans examen, n'a pu satisfaire à l'injonction portée dans les Lettres de convocation, & a ainsi privé, contre l'intention formelle des Rois nos prédécesseurs & contre toute justice, une foule d'Ecclésiastiques & de Nobles, du droit de participer à la tenue des Etats.

La représentation du Tiers - Etat, composé d'abord des Villes érigées en Communes, est à son tour devenue plus incomplète, à mesure que le reste des Serfs devenant libre, & étant par cela même compris dans l'injonction portée par Lettres de convocation de faire assembler tous ceux des trois Ordres, les Baillis & Sénéchaux ou leurs Lieutenans, se sont néanmoins bornés

bornés à faire assembler une portion plus ou moins considérable des non-Nobles de leurs Districts.

Persuadés de la nécessité de remplir dans les Lettres de convocation une clause si essentielle, que sans elle rien ne pouvoit rendre l'Assemblée des Etats nationale & légale, nous avons parcouru avec la plus grande attention, les différentes sources d'une si étrange inexactitude, en remontant jusqu'à leur naissance, où nous avons enfin découvert le trait de lumière qui devoit & auroit dû conduire dans ces importantes opérations.

Lorsque les Villes commencèrent à être érigées en Communes, elles formèrent un troisième Etat; de façon qu'en convoquant des Députés des bonnes Villes, des Députés du Clergé, & des Députés des Militaires ou Possesseurs de fiefs, Philippe-le-Bel tint véritablement une Assemblée des Etats-Généraux de son Royaume, le reste des François étant alors plongé dans la servitude. D'où il suit que l'inexactitude en question a pour causes principales, les changemens survenus dans la possession des fiefs dont les propriétaires

ont cessé de composer seuls l'Etat militaire ou même d'en faire partie, la substitution du mot *Ordre* à celui d'*Etat*, & la formation successive de nouveaux états & de nouvelles professions, devenues indispensables dans l'ordre social existant. Aussi avons-nous déjà observé que dans les siècles postérieurs, les Tribunaux de Justice, les Arts & Métiers & les autres nouveaux Corps ont été admis à la rédaction ou présentation des Cahiers de leurs doléances respectives : & c'est encore conséquemment à cette règle primitive, toujours apperçue au-moins confusément, malgré les ténèbres des siècles d'ignorance, que les Cours souveraines ont été appelées à toutes les Assemblées de Notables qui ont eu lieu depuis Henri II; règle si indestructible & tellement fondée sur l'équité naturelle, qu'elle vient, dans ce siècle éclairé, d'inspirer, comme par instinct, à la plupart des genres de professions & états qui constituent aujourd'hui l'ordre social, la pensée de nous demander à être autorisés à élire leurs Députés particuliers pour la prochaine Assemblée des Etats-Généraux : demande à



laquelle nous ne pourrions nous refuser sans une injustice manifeste , puisque nous avons annoncé authentiquement la prochaine tenue des Etats-Généraux de notre Royaume , & que ces Etats , pour être véritablement généraux , doivent être composés des Députés de tous les genres d'états & professions qui constituent en ce moment la Nation , de même que sous Philippe-le-Bel ils furent composés de tous les genres d'états & professions qui la constituoient alors. Et si Louis-le-Gros avoit préparé la voie à cette première tenue d'Etats-Généraux par la création d'un troisième Etat , en érigeant les Villes en Communes ; de même en achevant d'abolir la Servitude au commencement de notre règne , nous avons aussi préparé la voie à une tenue d'Etats-Généraux vraiment digne d'un Peuple franc , dont tous les membres y participeront sans nulle restriction odieuse vis-à-vis de Serfs opprimés par leurs frères réputés seuls membres de la Nation.

D'autre part , les Privilégiés venant de renoncer eux-mêmes à leurs exemptions en fait d'Impôt , ce généreux sacrifice devoit acquérir à la Nation le

moyen de se donner pour Représentans les Citoyens les plus versés dans la connoissance des besoins & des ressources de chaque pays, considéré relativement aux intérêts de tous ses Habitans, & conséquemment les plus en état de stipuler au nom & à la charge ou au profit de ces mêmes Habitans : tous avantages que procurera la méthode d'envoyer un Député par chaque Etat général dans un District, en même-temps qu'elle fixera & perpétuera l'ordre hiérarchique actuel des rangs, dignités, charges & emplois ; tandis qu'une lutte réelle, établie inconsidérément entre quelques sous-divisions trop vagues de nos divers Sujets, n'eût pu manquer de le détruire tôt ou tard.

● En conséquence de tout ce que ci-dessus, nous avons arrêté provisoirement en notre Conseil un Règlement ci-joint pour votre instruction, & dans lequel vous trouverez une méthode de faire participer tous les Chefs de feu à la nomination des Députés aux Etats-Généraux & à la rédaction des Cahiers de Remontrances ; méthode qui puisée dans la nature même des choses &

dépouillée de toute modification arbitraire , facilitera à la-fois ces deux opérations importantes , & préviendra en même-temps tout inconvénient au sujet des Députés de chaque District & grande Ville , sans néanmoins en restreindre le nombre plus qu'il ne l'a été lors des anciens Etats-Généraux : en sorte donc que notre présente Lettre de convocation , loin de contrarier les bonnes , anciennes & louables Coutumes de notre Royaume au regard des Etats-Généraux , en contiendra tout ensemble la lettre & l'esprit , & vous fournira en outre des moyens de mettre à exécution une clause essentielle insérée en vain dans la plupart des anciennes Lettres , par les raisons & circonstances que nous vous avons déjà indiquées. Et c'est ainsi qu'après avoir pris toutes les mesures que nous avons dans notre sagesse jugées convenables , afin de réunir en une Assemblée véritablement nationale , les Représentans de la grande famille dont nous avons si fort à cœur de pouvoir , en père commun , effectuer & consolider le bonheur , sur-tout en adoucissant le sort de la portion la moins fortunée de ses membres , nous



avons enfin la satisfaction de voir notre première attente remplie & nos premiers vœux exaucés.

A CES CAUSES, Nous vous avertissons & signifions que nous commencerons à tenir les Etats-Généraux de notre Royaume le . . . . du mois de . . . . . prochain, en notre Ville de . . . . où nous desirons & entendons que se trouvent des Députés de chaque genre d'état & profession, envoyés par les divers Districts de Bailliage & Sénéchaussée, & par les grandes Villes, & qu'ils y viennent chacun en son regard munis de pouvoirs suffisans & bien instruits des doléances de leurs états respectifs, ainsi que des moyens jugés par iceux propres à améliorer leur sort, encourager ou perfectionner leur profession, & concourir pour leur part au raffermissement de la prospérité nationale & à la gloire du nom François. A l'effet de quoi nous voulons, vous mandons & enjoignons très-expressément, qu'aussi-tôt après la présente reçue, vous ayiez à la faire parvenir le plus promptement possible, à toutes les Communautés de votre Ressort, soit

Villes , Bourgs ou Villages , afin que tous les Chefs de feu d'icelui ayent soin de dresser au plutôt leurs Cahiers de doléances & remontrances , & d'élire leurs Députés , à raison d'un pour chaque état général , (sauf le droit à deux , ou plusieurs états , de n'avoir qu'un seul & même Député ; ) lesquels Représentans ils chargeront de venir à l'Assemblée générale de nosdits Etats audit jour , avec les mêmes pouvoirs que *s'ils y étoient eux-mêmes tous présens* (1) , pour nous faire entendre tant leurs plaintes & doléances , que leurs vues sur la manière d'acquitter la foi des Rois nos prédécesseurs & la nôtre le plus au soulagement de nos Sujets que faire se pourra , comme aussi tous les moyens qu'ils croiront capables de contribuer au bien général du Royaume , ou respectivement à celui des divers états ou professions , qui par leur réunion constituent aujourd'hui la Nation

---

(1) Ce sont les termes des Lettres de convocation pour les Etats de 1320 ; ils contiennent , comme on voit , l'aveu du droit qu'avoient & qu'ont tous les Citoyens François d'être Membres des Assemblées nationales , sauf les restrictions nécessitées & déterminées par la nature des choses.

Françoise ; assurant lesdits Députés que de notre part ils nous trouveront disposés à exécuter entièrement ce qui aura été avisé & résolu auxdits Etats, afin que chacun en son endroit puisse recevoir & sentir les heureux fruits qu'on peut & doit raisonnablement attendre de l'issue d'une si mémorable & si auguste Assemblée.

Nous vous enjoignons donc de faire parvenir cette présente & nos intentions, à la connoissance d'un chacun de nos Sujets, le plus promptement possible, & de vous conformer pour l'exécution de ce que ci-dessus, au Règlement provisoire arrêté en notre Conseil, ainsi qu'il a été dit, & dont la teneur s'ensuit ; & à ce ne faites faute. ....



## P R É C I S

*D'UN Règlement provisoire sur les  
préliminaires de l'Assemblée des États-  
Généraux.*

ART. I<sup>er</sup>. **A** l'arrivée des Lettres de Sa Majesté dans les différens ressorts, le Bailli ou Sénéchal, & en son absence le Lieutenant-Général, assemblera le Tribunal & lui en donnera communication; & il sera ordonné, à la réquisition du Procureur du Roi, qu'elles seront lues à la première Audience, & qu'on en fera registre pour y avoir recours.

II. Cette Audience sera annoncée en la manière la plus solennelle usitée dans chaque Pays : on y lira d'abord les Lettres de Sa Majesté; ensuite on y ordonnera de nouveau qu'elles seront publiées à son de trompe & cri public, affichées dans tous les carrefours & lieux accoutumés de la Ville, siège de la Jurisdiction; qu'on les lira à haute voix au premier jour de Marché, & au Prône le premier Dimanche suivant; le tout, afin qu'aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

III. Il sera ordonné à cette même Audience que les susdites Lettres & les Sentences du Bailli seront adressées par copie ou vidimus aux Juges inférieurs, pour de-là être envoyées dans toutes les Villes, Bourgs & Villages du Ressort, avec assignation auxdites Villes, Bourgs & Villages dans la personne de leurs Officiers-Municipaux, de comparoir par Représentans au jour & au lieu indiqués, en l'Assemblée générale du Ressort, pour y procéder à la compilation & rédaction du Cahier général des Remontrances des Habitans du Ressort, & à l'élection du Député de chaque Etat général dans ledit Ressort à l'Assemblée générale de la Nation.

IV. On commencera dans chacune desdites Villes, Bourgs & Villages par former la liste de tous les Chefs de feu; à l'effet de quoi, lors de la publication des Lettres de Sa Majesté & des Sentences & Ordonnances du Bailli ou Sénéchal, il sera enjoint auxdits Chefs de feu d'aller s'inscrire au jour, lieu & heure indiqués, sur la liste des Habitans de la Communauté, sous peine, pour les contrevenans, de n'être point admis aux Assemblées subséquentes relatives

aux Etats-Généraux, & sous la condition, pour les comparans, de se classer parmi les divers états & professions qui constituent aujourd'hui l'édifice national, & dont le nombre se trouve réduit, par la nature des choses, aux treize classes générales suivantes:

1°. *Classe des Ecclésiastiques*, dans laquelle sont compris les Cardinaux, Archevêques, Evêques, Abbés & tous les Prêtres séculiers, soit Bénéficiers ou non; l'Ordre de Malthe; tous les Représentans de chaque Communauté religieuse, soit d'hommes ou de femmes, régulière ou séculière, sauf une exception mentionnée dans la sixième Classe ci-après.

2°. *Classe du Militaire*, dans laquelle sont compris les Nobles de naissance; tous les Militaires de terre, soit en exercice ou retirés, lesquels ne préféreront pas d'être d'un autre état; tous les Employés accesssoires.

3°. *Classe de la Marine*, dans laquelle sont compris tous les Marins, tant de la Marine royale, que de la Marine marchande; les Membres des Académies & Ecoles de Marine; les Ingénieurs-constructeurs; les Professeurs



d'Hydrographie , & tous les Employés accessaires.

4°. *Classe de la Justice*, dans laquelle sont compris tous les Membres des Tribunaux territoriaux ; tous les Membres des Tribunaux d'attribution ; les Facultés de Droit ; les Greffiers , les Avocats , Notaires , Procureurs ; les Huissiers & autres Employés accessaires.

5°. *Classe de la Magistrature-municipale*, dans laquelle sont compris tous les Membres des Assemblées Provinciales , des Commissions & Bureaux intermédiaires ; tous les Officiers municipaux ; les Marguilliers , Procureurs-fabricsiens , &c. les Administrateurs des Hôpitaux & des biens des pauvres qui n'ont point un état plus habituel ; les Trésoriers & Receveurs des deniers publics ; tous Employés accessaires.

6°. *Classe des Officiers de santé*, dans laquelle sont compris les Facultés de Médecine ; les Académies , Sociétés & Ecoles de Médecine , Chirurgie , Pharmacie , Anatomie ; les Médecins , Chirurgiens , Apothicaires , Vétérinaires ; les Représentans des Communautés religieuses tant d'hommes que de femmes , consacrées au service des malades ; les

Botanistes & Herboristes ; tous Employés en titre ou accessaires au service des malades.

7°. *Classe des Lettrés & des Artistes*, dans laquelle sont compris les Membres de différentes Académies & Sociétés royales non classés ailleurs ; les Facultés des Arts ; les Auteurs non-classés ailleurs, le bien public voulant que les Auteurs d'ouvrages ou de découvertes utiles à une profession, aient le droit d'être aggrégés à cette profession pour le regard des Etats - Généraux ; les Membres des Académies de Peinture, Sculpture, Architecture, Musique & tous les Artistes, avec les Employés accessaires.

8°. *Classe des Agriculteurs - propriétaires*, dans laquelle sont compris tous les Propriétaires occupés à la culture de leurs propres terres, exclusivement à celles d'autrui ; les Membres des Académies & Sociétés d'Agriculture ; les Ingénieurs des Ponts & Chaussées ; les Directeurs & les Propriétaires de haras ; les Laboureurs qui ont remporté des prix d'Agriculture ; les Bergers & les Régisseurs généraux sous-affermant les objets de leur bail.

9°. *Classe des Négocians & des Manufacturiers*, dans laquelle sont compris les Marchands en gros, les Agens-de-Change, Banquiers, Courtiers; les Chefs de Fabrique, les Entrepreneurs de diverse espèce non-classés ailleurs; tous les Commerçans en gros; les Commis, Secrétaires & autres Employés accessoi- res.

10°. *Classe des Marchands en détail*, dans laquelle sont compris les six Corps de Marchands; tous les Marchands ou Vendeurs en détail, & les Employés accessoi- res.

11°. *Classe des Arts & Métiers*, y compris ceux érigés en Offices, avec les Employés accessoi- res.

12°. *Classe des Cultivateurs en sous-ordre*, y compris tous les Laboureurs employés à la culture des terres d'autrui, en qualité de Fermiers, de Vignerons, &c. & tous Ouvriers accessoi- res.

13°. *Classe des Journaliers & hommes de bras* (1), qui ne sont attachés à aucune des Classes précédentes.

---

(1) Ce sont les termes employés dans un Procès-Verbal de 1614 en parlant des Electeurs & des Eligibles, pour désigner ceux que nous nommons aujourd'hui *Hommes de peine*.



V. Les Chefs de feu de chaque Communauté étant ainsi classés, il sera prescrit un espace de temps convenable, pendant lequel chaque Citoyen dressera les doléances & demandes qu'il jugera à-propos ; observant de les classer ainsi qu'il est indiqué dans les Lettres de Sa Majesté.

VI. Au jour préposé pour cet effet, des Commissaires de chaque Classe en rédigeront & compileront le Cahier particulier : cette opération sera suivie d'une assemblée de Communauté ou de Ville, dans laquelle on lira d'abord les Cahiers particuliers pour en former le Cahier général de l'endroit ; ensuite on y procédera à la nomination des Députés, au scrutin, en cette sorte :

VII. Les Membres de chaque Etat-général donneront leur bulletin à part ; de manière que sur le Procès-verbal de l'Election, qui sera imprimé aussi-tôt, on verra à la suite de chaque Classe, 1°. le nom de tous ceux qui auront eu des voix ; 2°. la quantité de voix que chacun aura eue ; 3°. & à la fin les pouvoirs accordés par la Communauté à ceux qui, ayant la gloire d'être finalement les Députés du District, se trouveront

par-là les Représentans de ladite Communauté.

VIII. Le Citoyen, résidant dans la Communauté, qui aura réuni le plus de suffrages, sera Député honoraire de l'endroit pour porter, tant le Procès-verbal de l'Election, que le Cahier de doléances, au jour & lieu indiqués pour l'Assemblée générale du District, laquelle sera présidée par le Bailli, Sénéchal ou son Lieutenant.

IX. Là on rapprochera d'abord tous les Procès-verbaux d'Election, pour en former une Liste générale des Députés de chaque Classe, avec le nombre correspondant des voix qu'ils auront eues dans la totalité du District; & le Citoyen qui, dans chaque Etat-général, aura réuni le plus de suffrages, se trouvera élu le Représentant dudit Etat, ou si le cas y échet, de deux ou plusieurs Etats, en l'Assemblée des Etats-Généraux (1).

X. En conséquence, il sera expédié une Lettre d'avis auxdits Députés, sup-

---

(1) Il est facile de voir que par cette méthode les Représentans de la Nation auront véritablement réuni la pluralité des suffrages de leurs Concitoyens, sans que l'esprit d'intrigue ait pu en aucune manière influer sur leur choix.

posé qu'ils soient absens ; & à leur arrivée, il sera tenu une seconde assemblée générale, composée des mêmes Membres &, en outre, desdits Députés : on y nommera des Commissaires pour la rédaction & compilation des Cahiers généraux du District ; après la confection desquels les Représentans dudit District se rendront au lieu indiqué par Sa Majesté pour la tenue des prochains Etats-Généraux.

XI. L'équité naturelle veut que les Villes, dont les Habitans sont aussi nombreux que ceux d'un District de Bailliage & Sénéchaussée, jouissent de même du droit de former chacune en son regard un District de députation : surquoi il est à observer que la population des divers Districts (l'un portant l'autre) étant d'environ soixante & dix mille ames, les Villes qui ont à-peu-près cette population, ou au-delà, sont en conséquence les seules qui jouiront & devront jouir du droit dont il s'agit (1).

Conséquemment les Lettres de Sa

---

(1) Les classes nombreuses qui, comme celle des Journaliers, ne forment aucune Corporation, seront assemblées dans chaque quartier & présidées suivant que la Municipalité en ordonnera.



Majesté seront adressées au Chef de la Municipalité de ces Villes, ainsi qu'elles l'ont toujours été dans ces occasions, au Prevôt des Marchands de Paris; & les Municipalités veilleront à leur exécution, sans s'immiscer d'ailleurs dans la députation du District, présidée & dirigée par le Bailli ou autre Juge analogue, & sans que ce Juge ou son Tribunal s'immiscent non plus en rien dans la députation de leur Ville, à l'effet de quoi ils feront partie de la Classe de la Justice du District.

XII. Comme dans ces Villes les Assemblées générales d'Habitans seroient trop difficiles à établir, chacune des treize y existantes procédera en particulier à l'élection de son Député & à la rédaction de ses Remontrances, en l'une des deux manières suivantes, selon que la Municipalité jugera l'une ou l'autre plus commode & plus convenable pour les Habitans de chaque Etat :

Ou bien, elle ne formera, pour cet effet, qu'une Assemblée : ce qui sera facile, par exemple, aux deux premières Classes, &c.

Ou bien, elle sera sous-divisée en plu-

neurs Assemblées particulières, composées chacune d'une association ou corporation particulière déjà déterminée ; & c'est ainsi qu'en agiront les diverses compagnies de la Classe de la Justice, les corporations de la Classe des Négocians, de celle des Marchands, de celle des Arts mécaniques, &c. (1).

Dans ce dernier cas, les Assemblées particulières suivront la marche indiquée ci-dessus pour la confection de leurs Cahiers de doléances & la nomination de leurs Députés respectifs ; & ceux-ci s'étant réunis en une Assemblée générale, relativement à leur Classe, ils y arrêteront leur Cahier & la Liste générale de leurs Députés honoraires, avec le nombre correspondant des voix données à chacun de ces Députés.

Alors les Procès-verbaux des Elections & les Cahiers de doléances seront confiés au Député réunissant dans chaque Classe la majorité des suffrages, & présentés par lui à l'Assemblée-de-Ville, où l'on nommera des Commissaires

---

(1) Le bien public semble exiger que les Bailliages ou Sénéchaussées de plusieurs cents milliers d'Habitans soient décomposés en divers Bailliages de 70 à 130 mille Habitans chaque.

pour la rédaction & compilation du Cahier général de doléances, & où l'on déterminera, comme ci-dessus, le choix des Représentans de ladite Ville.

XIII. Le bon ordre & le bien public veulent que les Baillis, Sénéchaux ou leurs Lieutenans, aient soin de fixer à la même époque toutes les nominations de Députés qui se feront dans leur district; savoir à un Dimanche les nominations préparatoires qui auront lieu, tant dans les Communautés petites Villes, Bourgs ou Villages, que dans les diverses corporations des Habitans des Villes, & à un autre jour plus ou moins éloigné, l'Assemblée générale des Districts.

XIV. Si des accidens imprévus ou des raisons quelconques empêchent un Député d'accepter cette commission, il en donnera avis au plutôt; & alors il sera remplacé par celui qui se trouvera avoir réuni la deuxième majorité de suffrages.

XV. A égalité de voix pour l'élection du Député d'une classe quelconque, la préférence sera pour celui qui se sera engagé conditionnellement à la publication d'un secret important pour



l'Humanité ou pour les Arts , ou à quelque dépense d'utilité publique.

XVI. Les Députés de chaque Etat général seront choisis au gré des Electeurs , ou parmi les Nobles , ou parmi les non-Nobles , ou parmi les Anoblis : il suffira pour cet effet , ainsi que pour être Electeur , 1°. d'être né François ou naturalisé ; 2°. d'être âgé au-moins de 25 ans & un jour ; 3°. & d'être domicilié dans le Royaume.

XVII. L'honneur d'être choisi par ses Concitoyens pour être leur Représentant aux Etats-Généraux formant la plus belle récompense à laquelle un Citoyen puisse aspirer , il ne sera alloué auxdits Députés aucuns appointemens ni dédommagemens pécuniaires quelconques , à moins que les Députés de la classe des Cultivateurs en sous-ordre & de celle des Journaliers ne soient point en état de fournir aux dépenses de leur commission , auquel cas il y sera pourvu aux seuls dépens des deniers publics.

XVIII. Quant aux Députés des autres classes qui se trouveroient dans le même cas , il y sera pourvu aux dépens de leurs classes respectives , en la manière jugée

la plus convenable & la moins dommageable par l'Assemblée générale du District où lesdits Députés seront reconnus bien & dûment élus, conséquemment aux articles IX & XII ci-dessus.

XIX. Les Etats Provinciaux des Pays-d'Etats enverront leurs Députés en nombre convenable, & en outre il sera libre aux Districts de Bailliage ou Sénéchaussée dépendans desdits Etats, d'envoyer leurs Députés respectifs à l'instar des Pays d'Election; le bien public voulant que s'il y a des réformes à faire dans l'administration de ces mêmes Etats, la Nation assemblée puisse s'en occuper avec une juste connoissance de cause, après avoir entendu, tant les doléances & remontrances des uns, que les moyens de justification des autres, ensemble les vues de perfectionnement proposées par les personnes à ce les plus intéressées, comme aussi les plus à même de bien connoître les avantages & les inconvéniens de la forme actuelle d'administration des susdits Etats.

Fait à Versailles, par M. B. D. L.  
C. P. L. E. L. &c.